

APR 24 1961

Distr.  
LIMITEET/COM.4/L.62  
25 février 1961  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAISCOMMUNICATION DE LA "CAMEROONS PEOPLES NATIONAL CONVENTION"  
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Bureau régional de la CNPC  
Subdivision de Bamenda  
17 janvier 1961Monsieur le Commissaire de police principal,  
Bamenda

Monsieur,

## PETITION

Protestation contre les agissements du KNDP visant à  
influencer sur le plébiscite prévu au Cameroun méridional  
et à en troubler le déroulement

1. Nous devons vous transmettre cette protestation contre les agissements du KNDP, parti gouvernemental, qui cherche à influencer sur le plébiscite du Cameroun méridional et à en troubler le déroulement précisément parce qu'il est le parti au pouvoir, bien que ne possédant ni le mandat ni la majorité qu'on attendrait d'un gouvernement démocratique. Notre but, en ce faisant, est que l'on trouve en temps voulu le moyen de permettre à l'opposition de faire campagne dans l'égalité et de permettre aux électeurs d'entendre exposer librement et équitablement avant le jour du scrutin les arguments pour et contre chacune des deux options.

2. Exposé des faits :

Le KNDP s'est livré dans certains villages au sabotage systématique des conférences du CPNC afin d'empêcher les électeurs d'entendre les arguments en faveur de l'option du rattachement à la Fédération de la Nigéria. En voici quelques exemples :

a) Le 8 janvier 1961, des conférenciers de la CPNC, bien que réglementairement autorisés par la police, ont été interrompus sur le marché de Gujang par le

Secrétaire local du KNDP et ses amis qui ont occupé l'emplacement de la conférence. Nous vous demandons de faire vérifier par les Services de police si le KNDP avait la permission de faire une conférence sur le marché de Gujang dans le Moghamo le 8 janvier 1961 et de prendre les mesures qui s'imposent.

b) Le 12 janvier 1961, le CPNC avait le permis de police voulu pour tenir une conférence sur le marché de Kurabei et un permis pour tenir le Congrès du parti au Palais de justice indigène de Moghamo. Ce même jour, le KNDP a pris possession du lieu de la conférence sur le marché en question et le CPNC n'a pas pu tenir la conférence. A leur arrivée au marché, les secrétaires locaux de la CPNC ont été dérangés par un groupe du KNDP sous la direction d'un député KNDP, mais l'ordre a été rétabli par la troupe. La même bande du KNDP qui avait harcelé la CPNC et pris possession du marché de Kurabei est allée interrompre le Congrès du CPNC en s'introduisant dans les locaux judiciaires de Moghamo sous la direction d'un député KNDP et en entonnant des chansons pour annoncer aux habitants la victoire remportée sur la CPNC au lieu de la conférence. Malgré le caractère de provocation extrême des agissements de cette bande KNDP menée par un député, les chefs du parti CPNC ont conseillé le calme et poursuivi la réunion.

Nous vous demandons de faire vérifier par les services de police si le KNDP avait la permission de faire une conférence sur le marché de Kurabei dans le Moghamo le 12 janvier 1961, et aussi de faire faire une enquête sur les agissements de la bande du KNDP qui s'est rendue au tribunal pour y chanter des chansons, troubler l'ordre public et provoquer les membres et le bureau de la CPNC à la réunion.

c) Le 13 janvier 1961, la CPNC avait un permis de police pour faire une conférence sur le marché de Mbengwi mais s'est trouvée en butte au sabotage intensif de la bande du KNDP, et l'affaire fait actuellement l'objet d'une enquête de police.

d) Au cours de la tournée qu'a récemment effectuée le Premier Ministre dans la région du Bamenda, lui et les membres de son cabinet ont menacé les chefs de les faire démettre et déporter s'ils ne demandaient pas à leurs sujets de voter en faveur de l'unification. A leurs conférences ils ont ouvertement conseillé aux foules de s'abstenir d'écouter la campagne d'information destinée à instruire le public au sujet des deux options. Dans certains cas, les ministres et certains députés ont publiquement défié les officiers de police à seule fin de faire montre de leur autorité sur ces officiers et de se faire valoir auprès des masses illettrées

en leur donnant l'impression fallacieuse que le Premier Ministre et son Cabinet ont le pouvoir absolu de renvoyer tout officier et tout employé qui ne serait pas d'accord avec la politique d'unification du parti gouvernemental.

e) Lors de la tournée que nous avons faite dans les villages de la subdivision de Bamenda, certains chefs et d'autres personnes nous ont dit ne pas être partisans de l'unification avec la République du Cameroun mais qu'ils seraient obligés de voter pour, parce que le Premier Ministre et son Cabinet les avaient menacés de les faire démettre et déporter. Dans certains cas, le KNDP a forcé les villageois de souscrire l'engagement sous la foi du serment de voter pour l'unification sous peine de mort s'ils venaient à trahir ce serment. Toutes ces pratiques peuvent paraître amusantes et même puériles, mais les gens du commun y voient des obligations et la peur les amène à s'y conformer.

Conclusions :

1) La campagne d'information devrait expliquer la nullité du serment et des engagements afin de dissiper la peur et de permettre aux gens de penser et d'agir librement.

2) Il convient d'empêcher le Premier Ministre et son Cabinet de profiter de leurs titres officiels pour menacer les chefs, les fonctionnaires et les notables.

3) La police devrait prendre des mesures pour empêcher le sabotage des conférences par le KNDP, maintenir le calme et permettre aux électeurs d'entendre librement avant le jour du scrutin les arguments pour et contre chacune des deux options.

4) Il importe enfin que les mesures à prendre le soient immédiatement pour remettre les choses dans l'ordre, car le temps presse.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire, l'assurance de nos sentiments respectueux.

Signé : Illisible

Pour le CPNC Bamenda

Copie adressée :

Préfet de police de Buea  
Inspecteur général de la police, Lagos  
Commissaire des Nations Unies au Plébiscite, Buea  
Administrateur du plébiscite, (Royaume-Uni) Buea  
Administrateur adjoint du plébiscite, Bamenda  
Monsieur le Commissaire du Cameroun, Buea  
Le Premier Ministre du Cameroun méridional, Buea  
Le Leader de l'opposition, Cameroun méridional, Buea  
L'Administrateur principal de district, Bamenda  
Le Secrétaire aux colonies, Londres  
Le Secrétaire général de l'ONU, New York

-----